

Travaux

La « nouvelle économie » : économie, système ou société ?

• Jacques De Bandt *

Economiste, LATAPSES-CNRS, Université de Nice-Sophia Antipolis

Il est beaucoup question aujourd'hui de la nouvelle économie, de son explosion, de ses avatars et de sa chute, à moins qu'elle ne renaisse de ses cendres et revive. De quoi s'agit-il ? Est-on justifié à parler de « nouvelle économie » ? Et si « nouveauté » il y a, pourquoi serait-elle essentiellement ou exclusivement de nature économique ? Un aspect de cette question est en effet de savoir s'il est possible de caractériser la nouveauté uniquement par référence à des critères purement économiques. Pouvons-nous en effet nous contenter d'une approche de type économique, donc monodisciplinaire, pour caractériser la nouvelle économie ? Par rapport à de nombreuses lectures concurrentes, on propose ici une lecture plus structurelle ou systémique de cette nouvelle économie qui, si elle émerge sous nos yeux, se projette encore quelque peu laborieusement dans l'avenir.

Il est beaucoup question, aujourd'hui, de la nouvelle économie, de son explosion, de ses avatars et de sa chute. A moins qu'elle ne sorte de ses cendres et revive. De quoi s'agit-il ? En quoi, y a-t-il nouveauté ? Par référence à quoi et à partir de quand est-on justifié à parler de « nouvelle économie » ? et si « nouveauté » il y a, pourquoi serait-elle essentiellement ou exclusivement de nature économique ? Si nouvelle économie il doit y avoir, elle implique des transformations profondes de la technologie et de l'économie, qui sont elles-mêmes conditionnées par des réalités qui débordent largement la sphère de l'économique et ne sont pas réductibles aux catégories de l'économie. C'est dire que seules des approches interdisciplinaires permettraient d'appréhender ces réalités nouvelles, qu'à tort on qualifie de « nouvelle économie ».

Depuis la révolution industrielle, les économies développées ont connu une succession de phases longues (de 25 à 30 ans), alternant croissance forte et consolidation ou stabilisation¹. Les phases longues de croissance ont reposé, dans chaque cas, sur un certain nombre de caractéristiques structurelles distinctives (technologies, règles et institutions, etc.). Sur la base de potentialités nouvelles, de nombreux acteurs, attirés par les profits escomptés, entrent dans le jeu, et investissent massivement dans de nouvelles capacités de production. Puis, au bout d'un certain temps, ces potentialités tendent à s'épuiser, on entre alors dans une période de consolidation, entraînant des remises en cause et des actions de rationalisation.

* LATAPSES-CNRS, 250 rue Albert Einstein, 06560 SOPHIA ANTIPOLIS
jdb@idefi.cnrs.fr

Nous avons connu depuis la 2^{ème} guerre mondiale une période faste de croissance : les “ trente glorieuses ”, correspondant typiquement à un “ Kondratieff de hausse ” (dans lequel l’automobile, la construction électrique et la chimie organique ont joué des rôles moteurs), ensuite, à partir de 1970 environ, une phase de crise larvée ou de transition, correspondant à un “ Kondratieff de baisse ”. N’entrerait-on pas désormais dans un nouveau mouvement long ascendant ? Les Etats-Unis seraient rentrés, depuis le milieu des années 1990, dans un nouveau “ Kondratieff de hausse ”, de nouveaux et puissants processus d’accumulation y étant apparus, sur la base des technologies de l’information et de la communication. L’Europe occidentale devrait, sans tarder, entrer dans cette nouvelle phase de développement.

Il est cependant difficile de considérer que la simple modification de la composition de l’activité productive suffit à induire une “ nouvelle économie ”. Il en serait ainsi si le mouvement d’expansion reposait sur des transformations beaucoup plus profondes que la simple apparition de nouvelles activités à croissance plus rapide.

Les grandes périodes de prospérité dans l’histoire de l’humanité ont correspondu à des “ systèmes techniques ” particuliers (dans le sens de Gille, 1978), c’est-à-dire à des manières de faire (technologiques, organisationnelles, institutionnelles...) déployant des potentialités d’une ampleur inégalée. L’idée de base est que l’on a affaire, à des technologies génériques, permettant à la fois des croissances sectorielles fortes, des applications diversifiées dans l’ensemble du système productif et le développement d’autres technologies en combinaison avec elles. Ce dont il est question, ce n’est pas seulement de techniques matérielles de production, mais de toutes les composantes techniques, organisationnelles, sociales... du système de production (d’où le terme de “ système socio-technique ”). Peut-on alors parler d’un nouveau “ système technique ” et donner corps au concept de “ nouvelle économie ”?

Le nouveau système technique, tel qu’en lui-même.

Il faut partir de l’observation de ce qui a changé. Il est possible d’en proposer une double lecture :

- une première lecture est totalement empirique : la période écoulée – qui a été qualifiée de “ crise de transition ” – a été marquée par des séries de transformations importantes dans les sphères du travail et de la production.
- une deuxième lecture est de type hypothétique: peut-on, à partir de l’observation du réel, donner corps à l’hypothèse selon laquelle émergerait un nouveau système technique ?

La première chose à noter est l’ampleur des transformations significatives qui ont affecté les structures et le fonctionnement des entreprises et des systèmes productifs tout au long de la période de transition. Ces transformations peuvent être regroupées en quatre catégories :

1. - Des transformations de type macro-économique affectant les économies développées dans leur globalité : par exemple, la montée insensée du chômage depuis la fin des années 1960, en particulier en Europe, ou la formidable vague d’inflation des années 1980 ou la réduction importante de la part du travail dans le PIB ou la “ globalisation ” accélérée de l’économie... Certaines apparaissent comme la résultante de difficultés ou tensions au sein des économies, d’autres sont davantage de nouvelles données de contexte.
2. - Un certain nombre de phénomènes, globaux également, qui font encore l’objet de débats : par exemple, le paradoxe de la productivité (le fait que les ordinateurs ou l’informatique n’aient pas d’effets visibles sur la productivité) ou le slogan “ small is beautiful ” (alors que les grandes organisations avaient le vent en poupe dans les années 1960, dans les années 1980 c’est la petite organisation, décentralisée, qui devient le modèle). Ces débats incertains semblent refléter surtout des décalages plus ou moins importants entre les représentations (et les mesures) et les réalités, qui, elles, ont changé.

3. - Tout un ensemble de tentatives d'adaptation des décideurs et acteurs privés ou publics : qu'il s'agisse de nouveaux comportements (comme les accords de coopération entre entreprises concurrentes ou l'externalisation de certaines activités ou les fusions/absorptions) ou de nouvelles règles (comme les changes fluctuants, les dérégulations ou les privatisations) ou de nouvelles politiques (comme les politiques scientifiques et technologiques). Dans tous les cas, ce sont " les manières de faire " qui sont changées.

4. - Un ensemble de nouvelles opportunités, en particulier technologiques (toutes les nouvelles technologies ou les activités informatiques).

En résumé, on pourrait dire – en forçant à peine l'image – que, face à un contexte fortement assombri, 1) les représentations du passé empêchant de bien comprendre ce qui se passe ; 2) les acteurs privés et publics font de multiples tentatives d'adaptation de leurs " manières de faire " ; 3) mais bénéficient aussi de nouvelles opportunités, en particulier technologiques ; 4) Cela ne signifie-t-il pas que les transformations sont en effet profondes, telles que " rien n'est plus comme avant " et que, de proche en proche, toutes les réalités finissent pas être affectées ?

La deuxième chose à noter c'est l'ampleur des éléments qui confortent l'hypothèse de l'émergence d'un nouveau système technique. Il existe bien en effet quelque chose comme un nouveau type ou modèle de " système technique ". Celui-ci est maintenant suffisamment " visible " pour que l'on puisse dire que certaines de ses composantes de base sont maintenant à peu près claires. Force est cependant de dire aussitôt que les configurations possibles, dans leur cohérence d'ensemble, sont encore loin d'être déterminées.

Si l'on retient donc l'hypothèse d'un nouveau système technique, voici tous les éléments distincts que l'on peut y faire figurer :

i. Les sciences et technologies de l'information et de la communication continuent à se développer de manière cumulative.

ii. La loi Moore : l'ampleur des baisses continues des prix des microprocesseurs rend ceux-ci accessibles dans les applications les plus variées

iii. La croissance exponentielle des volumes et flux de données

iv. La démultiplication des champs d'application dans les processus de production (la rationalisation extrême des processus et des flux), dans la bureautique, dans le multimédia, dans les activités de conception et d'analyse, dans les sciences " computationnelles ", dans les nouveaux produits de consommation (GSM, caméra numérique...)

v. De nouveaux processus d'accumulation du capital (dans les logiciels, les télécommunications, le multimédia...)

vi. De nouveaux modes de production (en particulier l'importance des investissements immatériels et la co-production)

vii. De nouvelles activités et spécialisations de types informationnels

viii. De nouvelles exigences (interactives) en matière de compétences

ix. De nouvelles exigences en matière de formation

x. De nouvelles formes de production de connaissances (" new production of knowledge " : nouveaux lieux, nouveaux acteurs)

xi. De nouvelles technologies génériques de production de la connaissance (systèmes experts, intelligence artificielle)

xii. De nouveaux modes de consommation (la spécificité ou ce que l'on appelle la " relation de service " : " customisation ")

xiii. De nouvelles exigences et formes d'organisation (projets, réseaux...)

xiv. De nouvelles règles (propriété intellectuelle, risques)

xv. De nouvelles institutions (systèmes d'innovation)

xvi. De nouvelles formes de financement (en particulier le capital-risque)

Il s'agit là d'un ensemble de " progrès techniques " et de modifications des modes de production, liées et de grande ampleur. Il est possible aussi, dès maintenant, de montrer toute la série des avantages techniques et économiques que nous dégageons des nouvelles technologies :

baisse significative des coûts de communication, capacités de stockage et de traitement d'informations considérablement accrues, capacités de calcul quasiment illimitées, réduction des consommations en ressources naturelles et énergétiques, capacités d'observation de tout phénomène en temps réel, capacités de suivi et de contrôle de tous les flux de toutes sortes, etc.

Peut-on pour autant parler de nouvelle économie ?

Pour essayer de répondre à cette question, une interprétation est proposée qui, débordant du champ de l'économie, remet en cause l'aptitude autonome de la science économique à penser le changement radical et donc la " nouveauté " (ou la " nouvelle économie ").

Ce qu'il y a de nouveau, ce sont les nouvelles technologies

Parlant de nouvelle économie, ce dont il est question, c'est à titre principal de nouvelles technologies : des vagues successives, liées, de technologies génériques dont les champs d'application s'avèrent considérables. Pour beaucoup d'économistes, la nouvelle économie se confond pratiquement avec les développements technologiques actuels, voire uniquement avec les développements autour d'Internet. Mais même si l'on s'en tient aux relations entre l'économie et la technologie, rien ne permet de les assimiler au point de définir la " nouvelle économie " par la nouveauté des technologies.

On ne peut rentrer ici dans le débat, difficile, sur les degrés de conditionnement, voir de détermination, réciproque de la technologie et de l'économie. Les historiens de l'économie insistent sur le fait que les périodes d'expansion et de prospérité coïncident toujours avec l'émergence simultanée de " grappes " de nouvelles technologies majeures. Mais ceci ne préjuge pas de la relation entre les deux. On retrouve toujours deux types d'opinions, fortement contrastées. Les scientifiques, en général, considèrent que les activités et connaissances scientifiques ont une forte autonomie et que c'est la découverte scientifique, elle-même fortement, voire totalement aléatoire, qui commande (voire détermine)

l'évolution technologique, dont l'économie cherche ensuite à tirer parti et fait l'usage qu'elle peut. C'est l'essence du modèle " linéaire ", dans sa version dite " supply push ", c'est-à-dire dans lequel le progrès technologique ou l'innovation sont poussés par l'offre ou la disponibilité de connaissances utiles². On peut aussi imaginer des déterminismes moins forts, la science ne faisant que mettre des connaissances à disposition, qui sont ensuite utilisées ou non, et plus ou moins bien.

Certains au contraire estiment que c'est l'économie qui commande la technologie : c'est en fonction des besoins des acteurs engagés dans la production, que des solutions techniques sont recherchées et trouvées et qu'évoluent ou émergent et se développent les technologies. Et on peut aller jusqu'à penser que la science ne fait elle-même, que répondre à des sollicitations venant de l'économie, soit parce que les questions et besoins des acteurs engagés dans la production remontent par diverses voies et interpellent les scientifiques, soit parce que les allocations de ressources aux activités scientifiques se font largement en fonction des intérêts économiques en jeu.

Les économistes, eux, après avoir, jusqu'à des dates très récentes, considéré la technologie comme une donnée exogène³ émergeant en dehors de la sphère économique, auraient aujourd'hui plutôt tendance à chercher à endogénéiser la technologie, c'est-à-dire à la considérer comme une variable d'action, au sein de l'économie. Mais cette endogénéisation demeure très générale (sorte de principe général d'induction par l'économie) et limitée. Elle concerne peu, voire pas du tout, l'émergence de technologies radicalement nouvelles, qui demeure largement exogène . Or ce sont ces innovations technologiques radicales qui nous intéressent : quel sens cela aurait-il de parler d'une " nouvelle économie " en se référant à des technologies dont l'émergence serait totalement exogène par rapport à l'économie ?

Des avancées majeures, de type paradigmatique

Il est vrai qu'en matière de technologies, on fait une distinction importante, entre d'une part des

percées, des avancées, des progrès radicaux..., c'est-à-dire l'émergence de nouveaux principes ouvrant des champs d'application insoupçonnés auparavant - on parle volontiers à cet égard de nouveaux paradigmes ou de transformations à caractère paradigmatique – et, d'autre part, de longues séries et chaînes de progrès plus partiels qui, en s'accumulant, finissent par représenter la masse des progrès technologiques. Ces deux types de progrès, différents par leur ampleur, ne sont évidemment pas séparables. Les premiers ouvrent des voies nouvelles, les seconds construisent et exploitent ces voies nouvelles. On pourrait dire qu'il y a l'essai, mais qu'il faut ensuite le transformer.

Il est clair que, dans le cas présent, on ne parle pas de n'importe quelle nouveauté technologique mais d'avancées majeures. Peut-on aller jusqu'à parler d'avancées de type paradigmatique ? D'un point de vue technique, on dispose d'un ensemble de connaissances technologiques, dont les potentialités d'application sont considérables et que l'on pourrait presque qualifier d'infinies, du moins par rapport à l'utilisation que l'on peut en faire dans un horizon temporel utile. Du point de vue économique, ces technologies représentent des potentialités importantes de création de valeurs et de processus d'accumulation, par le développement de procédés et produits nouveaux. Mais est-ce suffisant ? Non, sans doute. En dehors des quelques produits dont on connaît la diffusion (les ordinateurs, le GSM et d'autres produits relevant du domaine de l'information et de la communication), les nouvelles technologies représentent encore davantage des potentialités que de réalités.

Ne peut-on déduire de ceci que si l'hypothèse de l'émergence d'un nouveau système technique n'est certainement pas infirmée, le nouveau système technique est encore loin d'être une réalité pleinement développée.

Trois conditions supplémentaires semblent en effet requises :

- 1. la première, en quelque sorte quantitative (effet de masse), est la poursuite et l'amplification des développements en cours. Pour que le système technique se structure, il faut que s'organisent les complémentarités entre les

avancées technologiques en cours, démultipliant par là toutes leurs potentialités d'application.

- 2. la deuxième, en quelque sorte organique, est la transformation des manières de faire. Il faut que les avancées technologiques majeures se traduisent par des transformations structurelles profondes dans les manières de faire ou de produire des produits et des valeurs, ainsi que dans les relations entre les acteurs.
- 3. la troisième, qui touche à la faisabilité, concerne les capacités à assurer les transformations. Il faut en effet, pour que ces ensembles d'éléments de connaissance techniques soient mis en œuvre et puissent produire pleinement leurs effets, que l'ensemble des éléments non techniques – humains, sociaux, organisationnels... – de la mise en œuvre des technologies soient à même de jouer leur rôle, selon leur logique propre.

En réalité, aucune de ces conditions n'est en tant que telle prise en compte en économie, pour laquelle il s'agit d'éléments exogènes. Mais comment, sur la base de quoi, pourrait-on alors parler de nouvelle économie ? Il faut aller plus loin.

L'ampleur des contraintes nouvelles

Les technologies sont des connaissances “ pour faire ” : elles n'ont pas d'intérêt en soi, indépendamment de ce à quoi elles servent. Dans ces conditions, les technologies servant à produire, sous contraintes, des “ choses ” en réponse à des besoins ou des questions, ne faut-il pas s'interroger davantage sur ces besoins et ces contraintes ? Les progrès technologiques consistent soit à perfectionner les méthodes de production dans des domaines particuliers (par exemple dans la fabrication de fibres textiles), soit à introduire des manières de faire dans des domaines entièrement nouveaux (aller dans l'espace, dresser la carte du génome) et à satisfaire par-là des besoins peu ou mal satisfaits, soit à résoudre des problèmes nouveaux (de nouvelles maladies, des pénuries, des problèmes d'environnement, ...).

Si les nouvelles technologies ont permis de répondre aux deux premiers types de questions (rationalisation et baisse des coûts, contrôle et

élimination des gaspillages, information et procédures de décision, automation et productivité-qualité...), permettent-elles aussi de résoudre les problèmes nouveaux auxquelles nos sociétés ou les entreprises sont confrontées ?

A supposer que de tels problèmes existent, dans les circonstances actuelles, de quels types de problèmes nouveaux parle-t-on ?

Il s'agit, principalement, de deux types de problèmes⁴. D'une part, les "limites à la croissance", c'est-à-dire toute une série de phénomènes de surexploitation de l'environnement, se traduisant selon les cas par l'épuisement de ressources naturelles ou par des externalités négatives aboutissant à la destruction plus ou moins irréversible de l'environnement. Il faut aujourd'hui, pour un même résultat, faire des dépenses accrues pour essayer de compenser les dégâts et diminuer les externalités négatives. D'autre part – ceci est moins bien perçu – la complexité fortement accrue et croissante des réalités qui fait que pour obtenir un même type de résultat ou d'effet que dans le passé, il faut aujourd'hui engager davantage de temps et de ressources. En d'autres termes, la reproduction à l'identique des produits et services conduit, dans une proportion croissante des cas, à une dégradation spontanée des conditions de leur production, que l'on ne peut éviter ou compenser que moyennant des ressources et des efforts accrues. Il s'agit typiquement de situations que les économistes qualifient de rendements décroissants.

Ces efforts accrues prennent de plus en plus la forme d'investissements immatériels, consistant, pour l'essentiel, en la production des compétences ou connaissances requises pour concevoir des solutions plus adaptées. La complexité accrue⁵ des questions posées appelle la production de connaissances complexes spécifiques, ce qui requiert le plus souvent le concours de diverses compétences complémentaires. On parle, de plus en plus souvent, de coproduction. Or, selon les spécialistes, les niveaux d'efficacité et d'"effectivité"⁶ des activités de production de connaissances complexes sont ou seraient très faibles. Dans le cas des activités dites informationnelles, les produc-

tivités sont considérées comme étant faibles à très faibles. L'explication centrale de cette faible efficacité tient au fait que, simultanément, d'une part la production de connaissances complexes est chose difficile, dans la mesure surtout où elle requiert le concours de diverses compétences complémentaires, et d'autre part, parce que, ne s'étant pas beaucoup préoccupé de la chose dans le passé, on n'a pas appris à le faire ou à bien le faire. Selon l'expression de P. Drucker, nous nous trouvons encore, en ce qui concerne les activités informationnelles, dans l'ère pré-taylorienne.

S'il en est effectivement ainsi, la question de fond, avant de parler d'une nouvelle économie, n'est-elle pas de savoir si, oui ou non, les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont en mesure d'aider à faire suffisamment de progrès dans la production des connaissances (complexes) devant permettre de faire face à la complexité accrue des situations et des problèmes et de compenser les rendements décroissants qui en résultent.

Que sont les progrès technologiques réalisés en matière de production de connaissances ? Il est clair qu'un certain nombre de progrès significatifs ont été réalisés en amont, en matière de linguistique, de cognoscience, d'algorithmes, de simulations... On dispose de tout un arsenal d'outils d'aide à la production de connaissances : une grande richesse de logiciels de tout genre, y compris de logiciels interactifs, des bases de données puissantes et des moteurs de recherche relativement sophistiqués, des systèmes experts qui rendent des services bien utiles, de méthodes d'ingénierie de la connaissance. Tout cela est bien réel, mais on est évidemment encore très loin du compte en matière d'aide à la production de connaissances (complexes). Les technologies de base, a fortiori les applications, n'en sont encore pour l'essentiel qu'à l'état de promesses.

Quel sens cela aurait-il de qualifier de nouvelle économie qui n'arriverait pas ou tant qu'elle n'arriverait pas à maîtriser les rendements décroissants liés à son fonctionnement ?

La technologie est essentiellement un produit social

On admet généralement aujourd'hui que la technologie est un produit social, c'est-à-dire le résultat de processus complexes de concurrence-coopération (conflits-concours), dont les dimensions sociales ou collectives sont importantes et en fait, le plus souvent, décisives. Les connaissances qu'elle mobilise s'inscrivent dans des lignées de connaissances accumulées auxquelles de nombreux acteurs ont contribué. Ces connaissances sont le fait, non seulement d'acteurs individuels mais d'organisations et institutions publiques ou collectives. Enfin, non seulement la technologie se développe en réponse à des besoins et demandes sociales, mais les processus de sélection s'opèrent au niveau des usages par les plus grands nombres. Rien n'illustre mieux ce caractère de " produit social " que l'adage selon lequel, dans bien des cas, ce n'est pas parce qu'une technologie est bonne qu'elle est utilisée, mais c'est parce qu'elle est utilisée qu'elle devient bonne.

On est dès lors conduit à s'interroger sur tous les aspects autres que proprement techniques de la technologie. Au lieu de considérer les technologies comme des objets en soi, donnés de manière exogène, et que l'on décide de mettre en application ou non, selon des critères purement économiques de coûts et de prix, il faut s'interroger sur ce que le système économique, en réalité la société tout entière, est capable de produire en matière de solutions techniques, et fait ou veut faire de ces connaissances technologiques : quelles sélections, en fonction de quels besoins et valeurs ? Quels champs d'applications ? Quels types d'organisation et systèmes de règles ?

On débouche ainsi rapidement sur des ensembles de réalités qui ne sont pas, essentiellement, de nature économique ou que les économistes sont amenés à considérer comme autant de données exogènes ou de variables s'adaptant aux exigences de la logique économique. On n'a plus affaire simplement à une solution technique, donnée de manière exogène, pour produire un produit dont le prix permet de supposer qu'il est utile. Trois sphères interdépendantes sont en réalité à prendre en compte,

pour comprendre l'émergence des technologies :

- la sphère de la production de connaissances : quelles connaissances et compétences accumulées permettent de produire et comment ? Quels savoirs permettent de répondre à quels types de problème ou satisfaire quels types de besoin ?
- la sphère de l'ingénierie et de la production (de produits cette fois) : comment se produisent et s'accumulent qualifications, compétences et savoir-faire permettant de concevoir les procédés de fabrication, les outils, l'organisation du travail et les produits ; et quels acteurs, dans le cadre de quelles relations sociales, fabriquent ensuite ces derniers ?
- la sphère non seulement du marché, mais, au-delà des achats, toute la sphère des usages, des utilisations et des utilités.

Toutes réalités que les économistes, dans leur " individualisme méthodologique ", ne peuvent intégrer, sinon comme autant de données exogènes.

Si la technologie est en effet le produit de divers types de processus interactifs, dont les dimensions collectives sont importantes, elle apparaît principalement comme un résultat. On ne peut alors se référer uniquement aux technologies pour qualifier de " nouvelle " cette économie ou cette société dans laquelle les nouvelles technologies sont mises en œuvre. Il faut dans ce cas trouver autre chose, en amont ou parmi les causes ou les processus, pour pouvoir la qualifier ainsi. Ne pourrait-on dire dès lors qu'il ne peut y avoir de " nouvelle économie " que, dans la mesure où, au-delà des outils proprement dits, les acteurs sociaux ont réussi à développer, dans leurs relations, de nouvelles manières de faire (de nouveaux modes de production, de consommation, d'organisation, de financement) leur permettant de mieux satisfaire leurs besoins, dans le cadre des circonstances et des contraintes actuelles⁷.

L'émergence laborieuse du nouveau système technique

Si les connaissances proprement techniques jouent un rôle important dans l'émergence d'un nouveau système technique, le système

technique, en tant que système, fait ressortir l'ensemble des dimensions humaines, sociales et sociétales impliquées dans la production et la distribution des produits et des richesses. De fait, depuis le début (le milieu des années 1980) des réflexions sur l'émergence possible d'un nouveau système technique, les auteurs ont insisté sur le fait que, pour être effective, cette émergence requérait diverses innovations sociales et organisationnelles. C'est toujours la même question que l'on pose ici, près d'une quinzaine d'années plus tard. Nos sociétés ont-elles été ou sont-elles capables de concevoir et de mettre en place, par des processus interactifs nécessairement fort complexes, les nouvelles manières de faire requises dans l'ordre de la production face aux contraintes actuelles ?

A ce stade, il faudrait parcourir les diverses transformations qui, pour n'être pas principalement d'ordre économique, n'en sont pas moins décisives du point de vue de la transformation du système économique, et dont dépendrait alors la question de savoir si nous sommes, oui ou non, rentrés, dans une " nouvelle société et économie ". Prenons quelques exemples.

Les réalités du travail changent considérablement : les contenus (en termes de qualification et de connaissances, de tâches et de polyvalence, en termes relationnels, d'autonomie, etc.) évoluent, en relation avec des complexités des tâches et des besoins de compréhension accrus. Les réalités de la production aussi changent énormément : en termes de dématérialisation ou d'importance des investissements en activités immatérielles ou informationnelles, mais aussi en termes d'informatisation (conception et production assistées), de rationalisation (contrôle des flux) et d'automatisation. Les réalités de l'entreprise changent considérablement : en termes d'activités (concentration sur le métier ; externalisations, y compris de la production, innovation permanente), de facteurs de compétitivité (le rôle décisif des compétences), d'organisation (gestion de projet, gestion des connaissances), d'autonomie (frontières estompées, intégrations multiples...). Les réalités des relations entre acteurs sont bouleversées par le passage de relations de concurrence à des relations de conflits-

concours jusqu'à des relations exclusivement de coopération.

Comment appréhender ces changements, dans toutes leurs dimensions ? Ce que l'on observe est complexe, fait de multiples pratiques, anciennes et nouvelles, et il n'est pas aisé de faire la part des choses. Comment décider si les anciennes catégories, les anciennes normes et règles demeurent valides ? En simplifiant quelque peu, on peut dire que le commun dénominateur est le rôle des compétences (connaissances codifiées et savoir-faire). Du fait de l'importance qu'occupent dorénavant les connaissances dans les processus de production, ceux-ci rassemblent de plus en plus de compétences diverses, complémentaires. C'est autour des compétences que se développent de nouvelles pratiques, comportements et règles.

Pour faire bref, il faut mettre ensemble trois types d'observations.

1. Les potentialités technologiques ont explosé : on dispose maintenant d'une très grande diversité de solutions techniques pour les applications les plus variées. Les modes de production et d'organisation ont d'ores et déjà profondément changé et ceci affecte tous les aspects des entreprises et organisations. Il en est aussi ainsi, mais à un degré moindre, des modes de financement et de consommation
2. Par rapport à cela, force est de constater que beaucoup de nouveaux comportements et de nouvelles pratiques procèdent encore par essais et erreurs, face à des réalités qui demeurent indéterminées et incertaines. En d'autres termes, conscients que les pratiques antérieures sont dépassées, les acteurs cherchent à s'adapter mais par tâtonnement, faute de savoir exactement à quoi et comment s'y adapter. On recourt de ce fait à nombre de pratiques dont les succès sont loin d'être établis.
3. Parallèlement, les développements technologiques comme les applications requérant la mise en œuvre complémentaire de plusieurs technologies demeurent encore balbutiantes⁸. Il en est ainsi en particulier en ce qui concerne les aides à la production de connaissances. Plus généralement, la construction du nouveau système technique a du mal à se faire, que ce

soit pour le développement nécessaire de certaines composantes (en particulier en matière de formation et d'organisation des connaissances), ou pour la mise en cohérence de ces diverses composantes (en particulier les modalités d'organisation ainsi que les règles de fonctionnement), ou encore pour l'extension du champ d'application des nouvelles manières de faire (en particulier dans les activités informationnelles ou de connaissance).

On peut dire, en schématisant à peine, que ce qui fait défaut, c'est, d'une part, les capacités et compétences suffisantes pour résoudre les problèmes concrètement, et d'autre part, les conditions systémiques permettant la mobilisation et le déploiement des compétences nécessaires, ce qui renvoie à l'insuffisance des innovations sociales et organisationnelles. Quand on y regarde de plus près – mais ceci demanderait de longs développements, qui débordent le cadre de cet article – il devient évident que le manque le plus important concerne les différents domaines de la formation. Celle-ci devrait non seulement constituer une composante de base du nouveau système technique, mais contribuer, en tant qu'élément structurant, à la mise en cohérence et à la cohésion de ce système. De ce fait, le nouveau système technique, en voie d'émergence, est encore bien loin de maîtriser les processus de production de connaissance dont on sait maintenant le caractère décisif.

Conclusion.

Ne pourrait-on alors, pour conclure, avancer les trois idées suivantes ?

D'abord, l'hypothèse de l'émergence d'un nouveau système technique se confirme : de nouvelles manières de faire tendent à s'affirmer et à s'étendre. Cette émergence n'en demeure pas moins laborieuse. De ce fait, on est encore loin de pouvoir décrire, avec tant soit peu de précision, la configuration d'ensemble du nouveau système technique.

Ensuite, ce caractère laborieux tient sans doute au fait que l'on n'a pas pris toute la mesure des transformations requises des pratiques, comportements et règles ni comblé les besoins en matière d'innovations organisationnelles et

sociales.

Enfin – le paradoxe ne l'est qu'en apparence – il ne peut y avoir de “ nouvelle économie ” que lorsque les transformations dans le fonctionnement de l'économie sont profondes, ce qui suppose que les structures et le fonctionnement du système productif se transforment dans l'ensemble de leurs dimensions, y compris autres que purement techniques ou économiques. Cela concerne les acteurs, leurs relations, leurs organisations, les processus d'apprentissage et les productions de connaissances et de savoirs, les compétences, les règles de propriété et de partage, les pouvoirs et les rapports de force, les règles et les normes de fonctionnement, les institutions, etc.

N'étant pas vraiment outillés pour percevoir et étudier ces réalités, les économistes ont-ils, dans le cadre de leur logique propre, quelque chance d'y accéder et donc d'appréhender les réalités du nouveau système technique ou de la nouvelle économie en voie d'émergence ? Sans doute pas, sauf bien entendu à adopter des approches transdisciplinaires. On pourrait donc dire, sous forme de boutade, que “ la nouvelle économie est affaire trop sérieuse pour que son analyse soit confiée à des économistes ”.

